

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté n° IC-25-136 de mise en demeure**

**SOCIÉTÉ DÉCORATION PROTECTION MÉTAUX - SDPM**

**à BEZONS**

**Le Préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 24 juillet 1989 autorisant la SOCIÉTÉ DÉCORATION PROTECTION MÉTAUX - SDPM à exploiter des installations de traitement de surface sur le territoire de la commune de BEZONS – 33, rue Louis Rameau ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° A 08 824 du 24 décembre 2008 imposant des nouvelles prescriptions techniques à la SOCIÉTÉ DÉCORATION PROTECTION MÉTAUX - SDPM à BEZONS sise 33, rue Louis Rameau, pour prendre en compte les évolutions intervenues dans ses installations ainsi que les dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux ateliers de traitement de surface susvisé ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-043 du 16 juin 2025 modifiant l'arrêté préfectoral n° 25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

**Vu** le rapport du 5 septembre 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 12 août 2025 sur le site exploité par la SOCIÉTÉ DÉCORATION PROTECTION MÉTAUX - SDPM à BEZONS ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées du 5 septembre 2025 adressé à la SOCIÉTÉ DÉCORATION PROTECTION MÉTAUX - SDPM lui transmettant le rapport du 5 septembre 2025 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations éventuelles ;

**Considérant** que le délai laissé à la SOCIÉTÉ DÉCORATION PROTECTION MÉTAUX - SDPM s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

**Considérant** que la visite d'inspection du 12 août 2025 a permis de constater que :

- L'exploitant ne respecte pas la limite d'émergence en période nocturne, telle que prévue par les dispositions de l'article 31.1 de l'arrêté préfectoral n° A 08 824 du 24 décembre 2008 susvisé ;
- L'exploitant ne possède pas de dispositif de détection qui comprend au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration, tel que prévu par les dispositions de l'article 10.II-III-IV de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié susvisé ;

**Considérant** que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 en mettant en demeure la SOCIÉTÉ DÉCORATION PROTECTION MÉTAUX - SDPM de se mettre en conformité sur ces sujets ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **A R R Ê T E**

**Article 1er :** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la SOCIÉTÉ DÉCORATION PROTECTION MÉTAUX - SDPM implantée sur le territoire de la commune de BEZONS, 33, rue Louis Rameau, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de DOUZE mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 31.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n° A 08 824 du 24 décembre 2008 susvisé ;

- les dispositions de l'article 10.II-III-IV de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié susvisé.

**Article 2 :** En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

**Article 5 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

**Article 6 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de BEZONS sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le 19 NOV. 2025

Le préfet,



Philippe COURT

